

n°310 23/06/2010 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



UNITÉ

Pour le retrait du projet des retraites !

Une nouvelle contre-réforme

Après des semaines d'intox, le Gouvernement vient de mettre ses propositions pour les retraites sur la table :

- Recul du droit à la retraite de 60 à 62 ans ;
- Recul du droit à une retraite sans décote de 65 à 67 ans ;
- Augmentation de la durée de cotisation à 41,5 ans en 2020 ;
- Augmentation des prélèvements retraites des fonctionnaires de 7,85% à 10,55%.

Le recul de l'âge du départ à la retraite et du droit à la retraite à taux plein vont toucher de plein fouet les classes populaires et toutes les personnes ayant subi la précarité, notamment les femmes.

Une « réforme équitable » ?

Ce que paieront les travailleur-se-s :

-20 Mds par le recul des droits à la retraite de deux années ;

-4,9 Mds de mesures d'économie sur la fonction publique. Soit 24,9 Mds, soit 87% de l'effort

Ce que paieront les hauts salaires et revenus financiers : 3,7 Mds, soit 13 % de l'effort.

Un gouvernement aux ordres des marchés financiers

Alors que l'alarmisme démographique était jusqu'à présent mis en avant pour remettre en cause les acquis des retraites par répartition, la logique est désormais de stopper à court terme le déficit des régimes de retraites. Ces propositions s'inscrivent dans une logique d'ensemble : pour que la France mérite la confiance des spéculateurs et des agences de notation, il faut liquider les Services publics, peser sur nos salaires, déstructurer plus encore le Code du Travail, réduire les retraites par répartition et le salaire socialisé (les cotisations sociales) en général pour marchandiser enfin les retraites et la Santé.

Cette nouvelle contre-réforme gouvernementale des Retraites est un élément clé de ce projet global. Alors que le déficit actuel des différents régimes de retraites n'est que de 32 milliards d'euros (comparé à celui de l'ensemble du budget de l'État qui est de 240 milliards), il suffisait simplement de revenir sur les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent-e-s et sympathisant-e-s des Alternatifs comme sur l'augmentation du nombre d'abonnements. Nous avons fait le choix du libre accès à *Rouge & Vert* sur le site des Alternatifs. Il nous paraît tout aussi important d'augmenter la diffusion de la version « papier ». Dans les mois qui viennent *Rouge & Vert* et *La Lettre des élu-e-s Alternatifs* se feront l'écho des actions et réflexions pour une alternative sociale, écologique, féministe, altermondialiste à un système en crise, de la bataille pour le rassemblement des forces de la gauche de gauche, de la convergence des courants de la gauche alternative et écologiste, des initiatives des Alternatifs. De nombreux abonnements et réabonnements à *Rouge & Vert* sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnons les moyens. Nous comptons sur toutes et tous. (il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs)

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2010

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre
de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
LES ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Gilles Alfonsi, Jean-Jacques Boislaroussie, Michel Buisson, Mathieu Colloghan, Louis Cornu, Jean-Luc Debard, Bruno Della Sudda, Christian Delord, Jean-Pierre Lefebvre, Nathalie Marcu, Roland Mérieux, Henri Mermé, Régis Moulard, Paul Oriol, Catherine Sackur et Philippe Tasteti

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Le combat pour le maintien du système des retraites est celui de tous !

DES ALTERNATIVES EXISTENT !

de loi de réforme

entreprises qui coûtent la bagatelle de 46 milliards d'euros pour rééquilibrer les régimes de retraites sans remettre en cause les droits à la retraite de millions de travailleurs et de travailleuses.

Retrait du projet de loi sur les retraites : c'est possible !

L'unité dans la mobilisation est vitale, unité intersyndicale, unité des organisations de gauche. Cette unité se construit à la base dans les collectifs unitaires, par l'information et la mobilisation dans les villes, villages et entreprises. La mobilisation sociale est désormais décisive pour faire plier le gouvernement, elle doit se poursuivre dans les mois qui viennent, elle devra encore s'amplifier et se généraliser en septembre. ■

LES ALTERNATIFS

Un collectif « Retraites » s'est constitué à Nîmes en mai (ATTAC, FSU, Solidaires, CNT, Alternatifs, Gauche alternative, PCF, Parti de Gauche, NPA, les Verts...). Profitant du passage de Jean-Marie Harribey dans le Gard, nous avons organisé une réunion publique à la Maison du Département le 1er Juin. Comme lors de la réunion sur les services publics, une centaine de personnes ont participé à ce débat, qui avait été introduit entre autres par Jean Marie Harribey (ATTAC France), Annick Coupé (Solidaires), Martine Gayraud (PCF 30), Janie Arneguy (Les Alternatifs) Charles Ménard (PG), Pelletier (NPA), et A Leyre (CGT). Débat nourri et intéressant, qui a cependant fait apparaître que ce type de réunion publique rassemble essentiellement des personnes déjà convaincues de la nécessité de résister aux propositions gouvernementales.

Les organisations à l'origine de cette réunion continuent de se concerter pour organiser et poursuivre la lutte. ■

C. DELORD



PARI GAGNÉ POUR LE MEETING RETRAITE A LYON LE 10 JUIN

Le pari consisté à faire tenir de façon intéressante et utile 16 interventions en 2 h de temps, alors qu'il y avait quand même plusieurs têtes d'affiche : Annick Coupé, Olivier Besancenot, Pierre Laurent, Gérard Filoche, Alain Lipietz Tous ont respecté leur temps de parole et surtout, pour la plupart, donné de belle manière des raisons de se mobiliser sur la base de critiques pertinentes du projet de la droite.

En faisant ce pari le collectif lyonnais voulait démontrer la diversité et l'unité des forces mobilisées contre le projet. Ce pari a été réussi au delà de cette volonté un peu formelle car toutes et tous les intervenantes et intervenants ont réussi à aborder des thèmes propres à leur organisation tout en construisant avec tous les autres une base large et dynamique de mobilisation. Ainsi l'appel à l'unité pour réussir cette

bataille essentielle d'O Besancenot et JJ Boislaroussie entre autres, se trouvait complétement concrétisé par le contenu même du meeting. Cette diversité convergente des propos, presque sans langue de bois, paraît effectivement de bon augure pour la suite : tout le monde est mobilisé et paraît prêt à jouer collectivement. Comme souligné par plusieurs, le succès de la bataille sur les retraites est d'autant plus important qu'il mettrait un coup d'arrêt à d'autres projets du gouvernement pour nous faire payer la crise, tout en préparant de bonne manière la bataille politique.

Parmi les points forts : une bonne défense du départ à 60 ans, comme condition d'une retraite réussie en bonne santé avec un projet et du maintien des niveaux des retraites : « pas un an de plus et pas un euro de moins » comme l'a dit G. Filoche dernier intervenant, qui a fait aussi

une critique radicale de l'individualisation de la prise en compte de la pénibilité. Cette bataille, en train de réussir, porte deux messages : cette fois on y va tous ensemble et on y va clairement contre la droite. Il y a nécessité de continuer la bataille d'explication et de déconstruction du discours de la droite et des « experts » qui le justifient : d'autres ressources sont là « pour un autre partage des richesses et du travail ». La situation des précaires, des jeunes, des femmes et la croissance des inégalités que prépare cette réforme à leur égard ont été dénoncées par plusieurs (UNEF, jeunes du PC, ATTAC) mais peut-être insuffisamment.

Deux regrets : l'absence de la CGT et l'impossibilité de faire rentrer une centaine de personnes supplémentaires dans la salle de la Mutualité de 450 places, pleine d'un public varié et motivé. ■

Michel BUISSON

«Faire battre Sarko en retraite»

Avant les pavés occupons les plages sans nous ensabler.

Comment réunir les partis de gauche, des Associations, des syndicats CGT, FSU, SUD SOLIDAIRE, CFDT, UNSA, UNEF. Des collectifs unitaires contre la réforme des retraites, le Collectif 13 Droits des femmes.

Sarko l'a fait ? Non il nous a aidés.

Car, **L'unité est un combat.**

Ce combat a été une réussite à l'Appel de la fondation Copernic et d'ATTAC,

Cette unité n'a pas été vue depuis 2006 face au CPE (contrat nouvelle embauche).

Avec le meeting du 7 Juin au dock des Suds, Marseille est apparue comme la championne de France de l'unité. Le large spectre des forces représentées, les syndicats et les partis politiques sur une même tribune prouve la vitalité du mouvement social dans les Bouches du Rhône, et la capacité de l'attelage ATTAC – Fondation Copernic à établir des liens entre des organisations qui bien que partageant les mêmes valeurs, se regardent parfois « en chiens de faïence », craignant l'instrumentalisation ou la récupération des uns par les autres.

A Marseille, nous avons fait, le plein de la salle, 800 personnes et la démonstration de l'unité possible dans la lutte.

Reste à faire le vide dans les usines et les entreprises pour la grève du 24 JUIN !

Le combat pour défendre les retraites est loin d'être terminé.

La lutte contre l'apothéose des coffres forts selon Balzac n'est pas finie.

La défense du droit à une retraite digne inscrite dans la déclaration des droits de l'homme de 1947 n'est pas finie non plus.

L'été devrait être une étape pour maintenir la pression par des actions diversifiées pour poursuivre « la bataille des idées ».

Avant les pavés occupons les plages sans nous ensabler.

«Ce n'est qu'un combat, Continuons le début » Coluche

Pour une politique radicalement alternative. Vous avez dit alter... ■

Jean-Luc DEBARD

MOBILISATION ROUENNAISE SUR LES RETRAITES

700 personnes à Rouen contre la casse du système de retraite à Rouen un large appel unitaire a permis de rassembler plus de sept cent personnes pour un meeting ou 15 intervenants ont apporté des points de vue complémentaires pour justifier notre exigence de protection du système de retraite par répartition. L'ambiance était très militante et la participation à la collecte organisée pour financer les affiches et autres moyens d'information a été un signe tangible de l'intérêt du meeting.

Parmi les intervenants Rachel Lafontaine, porte-parole nationale des Alternatifs, a présenté une analyse détaillée de la mystification statistique sur laquelle s'appuie le pouvoir et le MEDEF pour faire croire que le casse du système de retraites est inéluctable, «la grande peur de 2050» comme si on pouvait sérieusement prévoir à si longue échéance

l'évolution de l'économie et de la démographie. Cet apport sur le fond a été écouté avec beaucoup d'intérêt. Et la participation des Alternatifs a été très visible avec une porte parole femme et jeune, ce qui n'était guère le cas à la tribune. Parmi les interventions qui méritent d'être retenues, on peut noter particulièrement celle de pierre Khalfa pour Solidaires ou celle d'Elisabeth Labaye pour le FSU Quelques «tribuns» avaient choisi de faire dans la diatribe enflammée plutôt que dans l'analyse ... Il en faut aussi. Mais dans l'ensemble ce meeting est une réussite et témoigne d'une capacité de mobilisation qui va s'amplifiant

La prochaine étape aura lieu le samedi 26 juin ou à l'occasion du festival «vivacité» de Sotteville le collectif de Seine-Maritime organise une animation avec la Choralternative. en attendant les lundi au soleil qui commenceront le 28 juin. ■

Louis CORNU



Collectif savoyard contre la casse de nos retraites

Ce collectif citoyen soutenu par les Alternatifs, ATTAC, CGT, FASE, FSU, JC, LDH, NPA, PCF, Solidaires, Les Verts, Parti de Gauche, s'est constitué sur la base de l'appel initié par ATTAC - Copernic « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » alors que gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver.

Demythifier les orientations gouvernementales

Le collectif principalement implanté sur Chambéry et Albertville présent sur les quartiers et les marchés va à la rencontre des habitants pour débattre de propositions alternatives à la contre réforme gouvernementale. Chaque mercredi une assemblée se tient pour faire le point des actions engagées et trouver les moyens de populariser nos propositions alternatives. Une première assemblée

citoyenne s'était tenue le 27 mai au matin avant la manifestation intersyndicale ou une cinquantaine de participants ont débattu de propositions alternatives après un bref diaporama de présentation.

Des retraites par répartition et préparer la sortie du capitalisme

Le lundi 14 juin, le collectif tenait une réunion publique (avec trop peu de participants, une soixantaine) à laquelle avait été invité Bernard FRIOT Professeur de Sociologie à l'Université de Paris. Après avoir démontré qu'un financement des retraites par répartition avec départ à 60 ans et 37 ½ ans de cotisation est possible, en prenant une plus grande part de la valeur ajoutée pour les salaires, il a présenté les propositions alternatives développées dans son livre « L'enjeu des retraites ».

Pour lui le montant de la retraite est un "salaire continu" dégagé de l'emploi qui lui-même s'oppose au travail ; les retraités effectuent un travail non contraint. Les 260Mds correspondant aux pensions dégagées de la spéculation montrent qu'un peut se passer du capitalisme et que des "cotisations économiques" devaient remplacer le système bancaire et les marchés financiers.

Ces propos ont provoqué une certaine perplexité y compris dans les rangs de la CGT et du PCF dont il est adhérent. Pour ma part j'ai rapproché ses propositions alternatives de celles que proposait André Gorz sur la durée et la nature du travail "libre" sans attendre la retraite, permettant pour partie de court-circuiter marchés financiers.

Une autre voie, l'autogestion, permettrait de remplacer le capital productif et de service, et socialiser les moyens, changer les rapports de production, engager la sortie du productivisme. La transition est posée mais des alternatives sociales et écologiques régionales et locales doivent montrer le chemin

Régis MOULARD

Défendre et promouvoir les services publics

Le 18 mai dernier, un collectif de partis, de syndicats et d'associations (Union syndicale de la psychiatrie, Comité de défense de l'hôpital d'Alès, PCF, Solidaires 30, NPA, FSU, ATTAC Gard, CGT FAPT, Syndicat de la magistrature, PS, PG, Les Verts, Les Alternatifs, Collectif de défense des services-publics « vivre en Cévennes », FASE, LDH, UFAL 30) a organisé, à la Maison du Département à Nîmes une réunion publique en vue de la préparation des Etats généraux du service public.

Cette réunion, qui a rassemblé une centaine de personnes, faisait suite à diverses mobilisations, dont la votation populaire contre la privatisation de la Poste, qui a obtenu, dans le Gard, un succès important. Après la présentation d'un état des lieux avec quelques exemples concrets (Transports, santé, école Poste...), une tentative d'analyse du mécanisme de la destruction des services publics a été développée avant un débat nourri.

L'idée était de préparer la contribution de Gard à la préparation des Etats Généraux qui devait se tenir à Paris le 5 Juin (quelques Gardois ont pu y participer). En outre il a été convenu entre les diverses organisations de ne pas s'arrêter à cette rencontre mais de poursuivre ensemble le travail de réflexion et de sensibilisation. Une rencontre doit se tenir à cet effet le 16 Juin.

C. DELORD



disponible !
É DANS CE NUMÉRO
nement à
& Vert
année 2010
que enfin disponible:
mplir le bulletin page
ous les bulletins sont

PLU de Nice : **C'EST NON**

”Ce soir vendredi 18 juin, se clôt l'enquête publique sur le projet de PLU de Nice.

Sous des dehors séduisants, habillé d'écologie, paré des vertus du "développement durable" et fier du respect des "Grenelle I et II de l'environnement" (que la loi lui impose de toute façon), ce projet de PLU intègre, pour ce qui est du périmètre niçois, l'intégralité de la vision de l'aménagement affirmée dans l'OIN.

Les Alternatifs ont, dès la publication du rapport préfigurant l'OIN en 2007, manifesté leur totale opposition à ce document qui fonde l'Opération : aberration en terme d'analyse géographique, historique, culturelle ; mégalomanie du projet ; me songes écologiques ; ségrégation sociale ; compétition neo-libérale entre territoires, etc.

Les Alternatifs ne peuvent aujourd'hui que rejeter un projet de PLU qui doit, selon ses propres termes qui relèvent du cynisme et de l'escroquerie, permettre de «réussir le développement et l'aménagement exemplaire de l'écovallée de la plaine du Var» (...) «vitrine de l'excellence française dans le domaine du développement durable» !

Les Alternatifs, attentifs à la protection des dernières terres fertiles de la commune, ne peuvent que condamner cette conception de l'agriculture destinée à «contribuer à l'équilibre paysager de la future plaine du Var», vestige vert dans un PLU qui classe en zones urbanisables rien moins que «Les Combes supérieurs, Lingostière, Les Arboras et le site du Parc des Sports».

Alors que les alertes liées aux aléas climatiques ont été nombreuses et parfois dramatiques depuis plusieurs mois dans notre région, les Alternatifs réaffirment la nécessité d'une conception exigeante de l'aménagement du territoire, basée sur la démocratie active et la coopération, l'écologie et la solidarité.

C'est pourquoi les Alternatifs ne peuvent que refuser ce projet de PLU, prétentieusement hors-sujet quand il prétend permettre à Nice de "rivaliser" avec les grandes métropoles !» ■

pour le comité de Nice des Alternatifs
Catherine SACKUR,
porte-parole
Bruno DELLA SUDDA,
ancien conseiller municipal

FEMINISME

La 3ème Marche Mondiale fait une belle étape

La coordination française de la Marche avait décidé cette année d'organiser un week end entier consacré aux droits des femmes, avec, en plus de la manifestation traditionnelle, un Forum autour des 4 thèmes de la marche de 2010 : Biens communs et services publics, Travail et autonomie économique des femmes, Paix et démilitarisation, Violences envers les femmes.

Nous étions près de 5 000 à défiler dans les rues de Paris dans une ambiance festive et revendicative. Les drapeaux Alternatifs étaient visibles tout au long de la manif avec un tract apprécié, et, comme d'habitude, plusieurs camarades dans leurs cortèges syndicaux ou associatifs, souvent venu-e-s des régions. A l'arrivée, à la rotonde de Stalingrad, un banquet féministe avait été organisé ; un podium alternant musique et discours, des stands d'associations. Très remarquable, la splendide et immense «couverture vivante» venue de la Drôme, avec ses carrés de patchwork porteurs d'un message de paix pour le monde entier. Le Forum a eu lieu les samedi et dimanche dans la belle salle des fêtes de la mairie de Montreuil. Là encore,

beau succès numérique puisque 800 personnes se sont inscrites. Doit-on regretter que l'écrasante majorité des participant-e-s était des femmes ! Les 4 thèmes de la Marche Mondiale ont été abordés en ateliers.



Les interventions préliminaires aux débats étaient de grande qualité, avec une large place faites aux associations. Notons par exemple les interventions de Florence Aubenas, témoignant de son expérience, illustrée par son livre "Le quai d'Ouistreham", Rachel Silvera, exposant des

données chiffrées sur les inégalités dans le travail, et Ernestine Ronai, faisant le point sur la loi contre les violences actuellement en examen au Sénat. Mais aussi des femmes en lutte pour les centre IVG, des sans-papiers, des caissières des grandes surfaces, l'accueil des femmes victimes de violences,

Pour moi, s'il fallait retenir deux points parmi la richesse des interventions ce serait :

- Une équation mathématique : on a coutume de dire que les femmes gagnent 30%¹ de moins que les hommes. Mais si on se réfère au

ÉCOLOGIE

Var

La catastrophe était déjà décrite

Une étude a donné l'alerte en 2005 sur les risques encourus dans le Var.

Les sinistrés de Draguignan seront ravis d'apprendre que tout était prévu. Etabli en juin 2005 par la direction départementale de l'équipement (DDE) du Var, le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) décrit tout des frasques de la Nartuby, cette rivière qui s'est transformée en une énorme vague mardi, faisant au moins 25 morts. «En résumé, ont écrit les auteurs, sur la commune

de Draguignan, on dénombre dans la zone inondable de la Nartuby, environ 50 bâtiments commerciaux ou artisanaux (représentant un nombre nettement plus important d'entreprises), 150 habitations individuelles et 15 immeubles collectifs en zone inondable. En outre, une maison de retraite, la maison d'arrêt et le SDIS [les pompiers] sont fortement touchés en cas de crue centennale.»

Débordement. C'est exactement ce qui s'est passé le 15 juin. ■

Jean-Luc DEBARD

des Femmes en France.

salaires des femmes, il faut dire que les hommes gagnent près de 50% de plus que les femmes ! Si, si ... faites l'expérience avec l'exemple d'une femme qui gagne en moyenne 1.400 Euros et d'un homme qui gagne 2000 euros en moyenne.

- Mais surtout, le sort réservé aux femmes pendant les guerres, un sujet toujours d'une émotion extrême. La Marche Mondiale des Femmes 2010 arrivera le 17 octobre à Bukavu, en République Démocratique du Congo. Cette région, déjà fragilisée à cause de ses ressources naturelles incroyablement riches (le fameux coltan Cobalt-Tantale qu'on trouve dans les appareils électroniques, notamment les téléphones), est complètement déstabilisée depuis les événements du Rwanda. Comme toutes les guerres, celle-ci porte son lot d'horreurs, mais les rares ONG et même les observateurs de l'ONU qui ont pu se rendre sur place font état de faits insupportables. Difficile d'écrire ce qui est rapporté ; parlons "pudiquement" de viols de femmes et d'enfants de tous âges avec destruction du vagin. Les femmes encore debout attendent la venue de la Marche Mondiale, mais aussi que nous rompions le silence relatif autour de cette guerre. Les multinationales aussi sont en cause, elles qui profitent des richesses du sous-sol ; Nokia a été cité, mais aussi les industriels chinois, gros producteurs de matériels électroniques, en partie pour les firmes occidentales.

Le prochain temps fort de la Marche Mondiale en Europe aura lieu à Istanbul, une journée avant le Forum Social Européen. Nous serons quelques militant-e-s des Alternatifs à être présent-e-s et nous espérons avoir encore de superbes échanges, notamment avec les femmes des Balkans qui organisent une caravane à travers leurs pays pour se retrouver avec toutes les femmes d'Europe à Istanbul.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous marcherons ! ■

Nathalie MARCU

(1) C'est le chiffre moyen même si selon le profil de poste on peut passer de 40% à 5% d'écart entre les salaires féminin et masculin !!!

Occupation du Pôle Emploi de Carhaix

Communiqué de l'action d'occupation du Pôle Emploi de Carhaix du 15 juin 2010

Lundi 14 et mardi 15 juin, une cinquantaine de personnes, membres de la Coordination des collectifs de chômeurs et précaires de Bretagne et de la CGT Pôle Emploi, sont réunis pour occuper le site de Carhaix.

Cette occupation s'inscrit dans le cadre de la grève des chômeurs qui depuis le 3 mai, partout en France, multiplie des actions dénonçant la gestion actuelle du chômage et de la précarité.

Cette action est la première coordonnée entre des salariés et des collectifs de chômeurs depuis le début de la grève des chômeurs. Elle est un premier aboutissement des gestes répétés de soutien des chômeurs aux grèves des agents du Pôle Emploi, mais aussi des messages de solidarité envoyés par les principaux syndicats de Pôle Emploi à la grève des chômeurs.

Nous avons choisi le pôle emploi de Carhaix, symbole d'une lutte (l'hôpital de Carhaix) en 2008, lutte dont l'enjeu était la défense d'un service public non soumis aux logiques de marché et réellement au service de la population.

Symbole des actuelles politiques de démantèlement du service public, Pôle Emploi se caractérise par une logique à la fois de contrôle et de rentabilité:

- logique de **contrôle de chômeurs** pour mesurer leur soumission aux injonctions à accepter du travail précaire, de ateliers de coaching absurdes et infantilisants, des emplois sous-payés...

- **logique de rentabilité** qui fait de l'institution Pôle Emploi et de ses salariés les relais de la sous-traitance et de la privatisation du service public de l'emploi vers des prestataires privés qui investissent et font du profit sur l'impasse actuelle dans laquelle se trouve la politique de l'emploi.

Il aura fallu passer à un stade plus radical qu'une simple présence dans les locaux, l'occupation prolongée et

le refus de quitter les locaux, pour ouvrir un espace de rencontre à Pôle Emploi entre salariés et usagers. Cette rencontre nous la revendiquons depuis 1 mois au cours de toutes les négociations. Cette occupation nous a permis de vérifier combien nos revendications sont communes et partagées.

Voici quelques unes de ces revendications communes :

- **l'arrêt des pressions faites sur les chômeurs** : obligation d'accepter les emplois précaires dégradants et qui amplifient les crises sociales et écologiques...

- **l'arrêt des pressions faites sur les salariés** : obligation de participer à l'externalisation de leur mission de service public, obligation de trouver une offre d'emploi ou de prestation au chômeur malgré l'absence de vraies solutions...

- **la fin de la répression de notre mouvement**, de l'intervention systématique des forces de l'ordre (comme lors de ces deux journées à Carhaix) et le retrait des plaintes qui visent à nous criminaliser.

Malgré les revendications partagées, portées par les collectifs de chômeurs et les employés de Pôle Emploi, la direction régionale n'a pas daigné nous donner un semblant de réponse si ce n'est la venue ce mardi du directeur territorial du Finistère, Mr Poulaille. Ce dernier a renvoyé tous les conseillers dans les bureaux, se chargeant maladroitement de l'accueil. Il a dès lors sciemment organisé la perturbation du service.

Il a refusé de continuer à dialoguer avec nos délégations, nous proposant de discuter dehors sur le trottoir. Et une fois de plus a fait appel aux forces de l'ordre pour nous expulser.

Par conséquent, les occupations ne peuvent que continuer.

Que vive longtemps la grève des chômeurs !

Votation citoyenne : UN SI LONG COMBAT

La question du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers est posée depuis plus de trente ans en France. La Parti Socialiste au pouvoir a, à plusieurs reprises et par crainte de heurter une partie de l'opinion, raté le rendez-vous de cette réforme démocratique indispensable. Et pour un Droite soucieuse de ne pas se couper des fractions les plus xénophobes de l'électorat, le sujet est tabou.

Ainsi, une proposition de loi constitutionnelle sur le « droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France. » a été repoussée le 30 mars 2010 par 313 députés de la majorité présidentielle. Ils ont ainsi rejeté l'idée de demander aux Français de se prononcer sur cette question par referendum.

Les craintes, réelles ou tacticiennes, qui président à ces choix frileux, sont en décalage avec les tendances désormais majoritaires dans la population comme en témoigne l'enquête d'opinion réalisée chaque année pour «La Lettre de la Citoyenneté».

La mise à l'écart des résidentEs étrangerEs pour ce qui concerne la vie de leur cité exprime brutalement une injustice ressentie dans la

population qui aspire à l'égalité de tous les citoyens de ce pays. Pourtant, l'action en commun, quelle que soit la nationalité, est un formidable levier de solidarité, comme en témoigne la grève des travailleurs et travailleuses sans-papiers, qui contribue au renforcement de la présence syndicale dans des secteurs particulièrement exploités.

Les résidentEs étrangerEs, présentEs dans la vie sociale et associative, contribuent déjà à la vie citoyenne : ils sont responsables d'associations, déléguéEs syndicaux, représentantEs de parents d'élèves, votent pour la désignation des conseils de prud'hommes...

L'extension partielle de la citoyenneté a déjà eu lieu pour une partie des étrangers, ceux de l'Union européenne qui peuvent voter aux élections municipales et européennes. Il s'agit maintenant de donner les mêmes droits à tous les étrangers, pour aller vers un suffrage réellement universel, vers une citoyenneté attachée à la résidence et pas seulement à la nationalité.

La majorité des pays de l'Union européenne a instauré totalement ou partiellement ce droit. Faudra-t-il encore attendre en France ?

C'est le moment ! Les résidentEs étrangerEs doivent être enfin considérés comme des citoyenNEs à part entière. Depuis la fin des années 80 date du premier collectif d'initiative en faveur de ce droit, une bataille longue et difficile est engagée. Elle s'inscrit dans le collectif « Votation

Citoyenne » depuis la campagne de 2002. Depuis lors, des campagnes nationales, relayées au niveau local, se sont succédées, contribuant ainsi à l'adhésion progressive de l'opinion publique.

Les communes ont également oeuvré pour faire avancer ce droit : commissions extra-municipales, conseils associés, conseils consultatifs, vœux. Dans quelques communes de Seine Saint Denis, des referendums d'initiative locale ont été mis sur pied, votés, réalisés.

Aujourd'hui, le collectif Votation Citoyenne lance une nouvelle campagne en appelant les maires et les conseils municipaux à organiser, autour de la journée internationale des droits de l'Homme – si possible le dimanche 5 décembre 2010 –, des referendums sur le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales.

En fonction des situations locales, d'autres initiatives en faveur du droit de vote des étrangers seront prises.

En décembre 2010, la population sera donc consultée, avec l'appui d'un collectif unitaire très large, pour aller vers un suffrage réellement universel.

Les militantEs et éluEs des Alternatifs seront partie prenante de cette mobilisation. et la bataille pour l'égalité des droits sera au cœur des débats de l'Université d'été des Alternatifs, du 9 au 12 juillet à Saint Denis. ■



ECHANGES AU SEIN DE LA GAUCHE DE GAUCHE

Des rencontres et échanges entre diverses formations et courants ces dernières semaines (Les Alternatifs, ACU, unitaires du NPA, FASE, PCOF, M'PEP).

Ces échanges ont abouti à l'envoi par les Alternatifs, la FASE, le M'PEP et le PCOF d'un courrier aux formations du Front de Gauche pour proposer une rencontre afin de débattre des conditions de construction d'un front large

pour la transformation sociale et écologique. Une demande de rencontre au NPA pour débattre du même sujet a été formulée par Les Alternatifs, la FASE et le M'PEP.

Les Alternatifs poursuivent par ailleurs les contacts avec les diverses formations à gauche du PS, une délégation du mouvement était présente au Congrès du PCF. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

QUARTIERS POPULAIRES

RACISME, DISCRIMINATIONS, EXCLUSIONS, HERITAGE COLONIAL



MODE D'EMPLOI :

L'accès à tous les débats et ateliers de l'Université d'été des Alternatifs sera, bien entendu, libre. Seule exception, la soirée festive du samedi 10 juillet, avec la Compagnie Jolie Môme et Zone d'Expression Populaire/Map pour laquelle une participation aux frais d'un montant de 5 euros sera demandée.

En revanche, l'inscription préalable est évidemment indispensable pour les repas et l'hébergement.

Notre volonté n'est pas de « commenter », mais de contribuer à une construction politique solidaire, cette volonté s'exprime dans le programme des débats et ateliers.

Premier éclairage sur les travaux de l'Université d'été 2010 des Alternatifs.

Bienvenue à toutes et tous.

Vendredi 9 juillet

A partir de 13h30

✳ accueil

16H

✳ SÉANCE PLÉNIÈRE INTRODUCTIVE. Les quartiers populaires : état des lieux et mise en perspective politique

Kamel Tafer (MQJS), Nabil Kaskousi (FSQP), Alain Bertho, Guy Giani (Les Alternatifs)

20h30

✳ DÉBAT-FILM LUTTES DES SANS PAPIERS

Samedi 10 juillet

9H

✳ SÉANCE PLÉNIÈRE. Racisme : quelles formes dominantes aujourd'hui en France Malik Salenkour (vice-président de la LDH) Mohamed Mechmache (association AC Le Feu) un-e représentant-e du MRAP

11H15

✳ ATELIER 1 - Les quartiers populaires : état des lieux (intervenant-e-s de la plénière)

✳ ATELIER 2 - Racisme : quelles formes dominantes aujourd'hui (idem)

✳ ATELIER 3 - La condition noire en France Pap Ndiaye

✳ ATELIER 4 - Les jeunes et la politique dans les quartiers populaires Maryline Poulain (Autre Monde), Evelyne Perrin

✳ ATELIER 5 - Quelles réponses éducatives dans les quartiers populaire Commission Education des Alternatifs

✳ 14 H 30 - Séance Plénière. L'héritage colonial : quels enjeux et quelles lutte Yamina Benchemmi, Pap Ndiaye, Gilles Manceron, Amine Ben Mansour, Saïd Bouamama

17h

✳ ATELIER 1 - Colonisation et immigration

dans les programmes scolaire

commission éducation des Alternatifs, Gilles Manceron

✳ ATELIER 2 - La place des femmes issues de l'immigration, post-coloniale ou non, dans la société

Yamina Benchemmi, commission féminisme des Alternatifs

✳ ATELIER 3 - Les dégâts de l'assimilation Lea Carlat (Les Alternatifs)

✳ ATELIER 4 - la place des musulmans en France (islamophobie, etc..)

Tarek Ben Hiba (FCTR)

✳ ATELIER 5 - La figure de l'immigré et du colonisé dans les medias

Odile Töbner-Biyidi (Survie), Laurent Bonelli (sous réserve) et un représentant de l'ACRIMED

20H

✳ SOIRÉE POLITIQUE ET MUSICALE

La Compagnie Jolie Môme et ZEP/MAP

Dimanche 11 juillet

9H

✳ SÉANCE PLÉNIÈRE : Les discriminations : oppression de classe, oppression de genre, oppression d'origine

Emmanuel Terray, Danièle Lochak, (GIST) Pierre Didier Tchetch-Opea (FSQP)

11H15

✳ ATELIER 1 - Les luttes des sans papiers : Raymond Chauveau (CGT) Pierre Cordelier (RESF)

✳ ATELIER 2 - Y a-t-il une oppression spécifique des femmes dans les quartiers populaires ?

Commission féminisme des Alternatifs, Ernestine Ronai (Observatoire des violences faites aux femmes du 93)

✳ Atelier 3 - Politique de la ville. Politique de dupes ?

Salah Amokrane (FSQP), Pierre Didier Tchetch-Opea (FSQP)

✳ ATELIER 4 - Ethnicisation des rapports de travail

Nicolas Jounin

14H30

✳ ATELIER 1 - Droit de vote des étrangères non communautaires

Paul Oriol (Les Alternatifs)

✳ ATELIER 2 - Transformer les rapports de domination Nord Sud

Odile Blydi-Tobner, Olivier Chantry (CADTM)

✳ ATELIER 3 - La question palestinienne et les jeunes de quartier

Mohamed Ezzeghmouti, Benoît Hebert (Les Alternatifs)

✳ ATELIER 4 - Langues et cultures minorisées

Cyril Cogneras (Les Alternatifs)

✳ PRÉSENTATION DU LIVRE DE Bruno Riondet sur les nanotechnologies

17H

✳ Débat. Comment articuler les luttes spécifiques et la perspective d'émancipation générale ? Autonomie des luttes ou unité populaire ? Comment constituer un bloc social et politique ?

Salah Amokrane (FSQP), Tarek Ben Hiba (FASE), Héliène FRANCO (Parti de Gauche), représentant-e-s du PCF et du NPA, les Alternatifs

20H30

✳ PRÉSENTATION PAR Jacques Leclerc de son livre sur l'évolution de l'extrême droite ces dernières années

Lundi 12 juillet

9H

✳ SÉANCE PLÉNIÈRE. « La guerre contre les cités » : politiques sécuritaires, violences policières et « classes dangereuses »

Laurent Bonelli, Jean Pierre Garnier, Nordine Iznasni (FSQP) - Evelyne Sire-Marin (Syndicat de la Magistrature - sous réserve)

RACISME, DISCRIMINATIONS, EXCLUSIONS, HERITAGE COLONIAL : QUARTIERS POPULAIRES, « CLASSES DANGEREUSES » DANS LE COLLIMATEUR

La panne de l'ascenseur social, la montée du chômage de masse, la précarisation croissante des jeunes, les attaques contre les services publics de proximité, l'accentuation de la ségrégation urbaine, conséquences de la domination du capitalisme néo-libéral, ont des effets particulièrement « dévastateurs de vie » dans les quartiers populaires. Mais la question sociale ne peut résumer à elle seule la situation de ces quartiers.

Les immigrations des dernières décennies proviennent en grande partie des anciennes colonies d'Afrique noire ou du Maghreb et des actuels DOM, départements d'outre-mer dont la récente lutte du LKP a mis en évidence le caractère colonial. Cependant, il convient de ne pas oublier que l'immigration connaît une très forte mondialisation qui s'est accélérée depuis une dizaine d'années et qu'elle dépasse aujourd'hui largement les limites de l'ex-empire colonial : immigration turque, balkanique, caucasienne, rom, indienne, chinoise, ... Noires, arabes, asiatiques, souvent musulmanes (probablement autour de 4 millions aujourd'hui) ces personnes, immigrées ou non, souvent de nationalité française, parfois non, vivent majoritairement dans ces quartiers et sont rejetées, stigmatisées, discriminées.

Les Alternatifs sont un mouvement politique. Ils considèrent la question du racisme et des discriminations comme un problème politique, c'est à dire comme le produit de la domination d'un certain type de rapport social, de la même manière que la domination des hommes sur les femmes et celle du capital sur le travail.

La prise en compte réelle de ces questions et l'élaboration de solutions politiques par l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique est une condition de son développement. Le nouveau prolétariat des quartiers populaires est le plus souvent victime d'une double oppression, sociale et raciste, et, pour une personne sur deux d'une triple oppression. Le développement de ses propres formes d'organisation est une condition de son émancipation. Mais il faut aussi qu'il « utilise » les mouvements politiques de contestation comme le nôtre et, pour cela, que ces mouvements fassent la preuve de leur capacité à intégrer ses préoccupations.

L'UE 2010 des Alternatifs s'inscrit dans cette perspective. Nous souhaitons qu'elle constitue un moment fort pour s'emparer de ces questions. Nous pensons que l'échange et le débat sur ces thèmes, trop longtemps laissés en friche par la gauche de transformation sociale, a acquis un caractère d'urgence. Nous entendons bien faire de cette université un lieu de rencontre entre tous ceux et celles, mouvements politico-associatifs, organisations politiques, associations de jeunes, intellectuels engagé-e-s qui chacun à leur manière luttent sur le terrain pour la justice sociale, contre les exclusions et les discriminations et pour l'égalité des droits. ■

VENDEDI 09/07

13h 30 ✖ accueil

15h 50 ✖ Introduction à l'Université d'été

16H00 ✖ Séance plénière introductive.
Les quartiers populaires : état des lieux et mise en perspective politique

18 H 30 ✖ Pot d'accueil de la Mairie de Saint Denis

19 H 15 ✖ Dîner

20 h 30 ✖ Film-débat

SAMEDI 10/07

9 H 00 ✖ Séance plénière.
Racisme : quelles formes dominantes aujourd'hui en France ?

11 H 15 ✖ Ateliers

- ✖ Les quartiers populaires : état des lieux
- ✖ Racisme : quelles formes dominantes aujourd'hui ?
- ✖ La condition noire en France
- ✖ Les jeunes et la politique dans les quartiers populaires
- ✖ Quelles réponses éducatives dans les quartiers populaires ?

13 H 00 ✖ Déjeuner

14 H 30 ✖ Séance Plénière et débat
L'héritage colonial : quels enjeux et quelles luttes ?

17 H 00 ✖ Ateliers

- ✖ Colonisation et immigration dans les programmes scolaires
- ✖ La place des femmes issues de l'immigration, post-coloniale ou non, dans la société
- ✖ Les dégâts de l'assimilation
- ✖ La place des musulmans en France (islamophobie etc...)
- ✖ La figure de l'immigré et du colonisé dans les media

19 H 15 ✖ Dîner

20 H 30 ✖ Soirée avec la compagnie Jolie Môme et le ZEP (Zone d'Expression Populaire /Ministère des Affaires Populaires)

(entrée 5 euros)

DIMANCHE 11/07

- 9 H 00 ✖ Séance Plénière et débat :
Les discriminations : oppression de classe, oppression de genre, oppression liée à l'origine
- 11 H 15 ✖ Ateliers
 ✖ Les luttes des sans papiers
 ✖ Y a-t-il une oppression spécifique des femmes dans les quartiers populaires ?
 ✖ Politique de la ville. Politique de dupes
 ✖ Ethnicisation des rapports de travail
- 13 h 00 ✖ Déjeuner
- 14 H 30 ✖ Ateliers
 ✖ Droit de vote des étranger-e-s non communautaires
 ✖ Transformer les rapports de domination Nord Sud
 ✖ La question palestinienne et les jeunes de quartier
 ✖ Langues et cultures minorisées
- 15 H 30 ✖ Présentation du roman de Bruno Riondet sur les Nanoechnologies
- 17 H 00 ✖ Débat.
Comment articuler les luttes spécifiques et la perspective d'émancipation générale ? Autonomie des luttes ou unité populaire ? Comment constituer un bloc social et politique ? Avec la participation de représentant-e-s de mouvements de la gauche de transformation sociale et écologique.
- 19 H 00 ✖ Pot organisé par la Fédération 93 des Alternatifs
- 19 H 30 ✖ Repas
- 20h30 ✖ Présentation et débat autour du livre de Jacques Leclercq «Droites conservatrices, nationales et ultras» en présence de l'auteur

LUNDI 12/07

- 9 H 00 ✖ Séance plénière et débat.
« La guerre contre les cités » : politique sécuritaires, violences policières et « classes dangereuses »
- 11 H 30 ✖ Bilan de L'université d'été
- 12 H 30 ✖ Déjeuner ^à
 Université d'été des Alternatifs

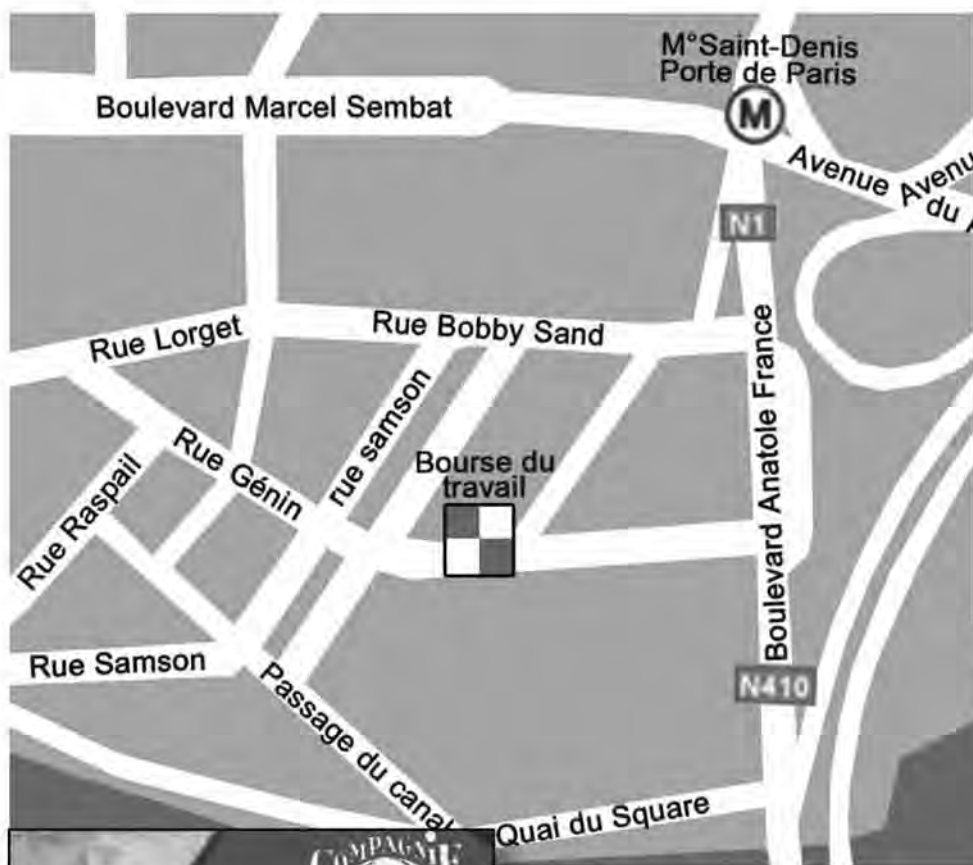
Parmi les intervenants :



L' Université d'été des Alternatifs aura lieu du vendredi 9 juillet au lundi 12 juillet en Ile-de-France, à la Bourse du Travail de Saint Denis. Les travaux se dérouleront dans les locaux de la Bourse du Travail, un espace d'accueil et de rencontres, permettant l'installation de stands à proximité

du bâtiment. L'hébergement sera possible à l'Auberge Municipale de Saint Denis, pour celles et ceux qui le souhaitent à l'hôtel.

Afin de faciliter le travail de l'équipe d'organisation, des inscriptions rapides sont nécessaires.



Les tarifs proposés correspondent à un hébergement pour 3 nuits, 3 petits déjeuners, 6 repas.

Les chèques sont libellés à l'ordre d'A.F. ALTERNATIFS

- Tarif 1 du 9 au 12 juillet
> AUBERGE MUNICIPALE ... 170 euros
- Tarif 2 : du 9 au 12 juillet
> AUBERGE MUNICIPALE 60 euros
(réservé aux personnes à faibles revenus, précaires, jeunes en formation)
- Tarif 3 du 9 au 12 juillet
> HOTEL 270 euros
- Tarif 4
> 6 repas sans hébergement
..... 85 euros



Place de l'église, 32120 Sarrant
www.lires.org



Soirée avec la compagnie Jolie Môme

Spectacle «Basta ya !»
20h30 samedi
10/07/10
entrée 5 euros



Et le ZEP/MAP
(Zone d'expression Populaire)/ Ministère des affaires populaires
<http://www.zep-site.com/>
<http://www.map-site.fr/>

Bulletin d'inscription à envoyer à ALTERNATIFS/UNIVERSITE D'ETE. 40, rue de Malte 75011 Paris

Nom : Prénom :

Adresse :

TARIF 1 TARIF 2 TARIF 3 TARIF 4

Ci-joint chèque correspondant à l'ordre de A.F. ALTERNATIFS

Les classes dangereuses tapies dans nos banlieues.

Au milieu des années 20, Pierre Lhande est un missionnaire d'un nouveau genre. Ce n'est pas les Annamites bouddhistes ou les arabes mahométans de nos colonies qu'il va évangéliser, mais les classes laborieuses qui encerclent Paris.

L'heure est grave tant la menace est grande pour les bonnes mœurs mais aussi pour la capitale qui s'ignore assiégée. À lire ce qu'écrivait P.Lhande (car le bougre écrit*) sur ces classes dangereuses, c'est une petite musique familière qu'on découvre.

Extraits.

Sur presque tous les points, très rapprochés de Paris, la population ouvrière est déjà fixée: depuis plusieurs années, tout est bâti, peuplé, surpeuplé.

L'afflux des nouveaux venus et des émigrants est donc forcé de se porter plus loin, là où il y a encore des champs, du terrain vague, des lotissements surtout.

Souvent, comme à Drancy, à Bobigny, au Jardin parisien de l'Haÿ-les-roses, à Athis-Mons et Paray, ces espaces sont fort éloignés de toute gare et de tout tramway: tant pis. L'on pataugera, s'il le faut, pendant trois quarts d'heure ou une heure, dans les chemins défoncés, pour joindre un bout de rail.

Les limites atteintes par cette expansion des ouvriers, hors de Paris, sont parfois fort distantes de la capitale. Vers le Sud, le flot, après avoir cerné L'Haÿ-les-Roses, touche maintenant Antony, à douze kilomètres des fortifications, puis bondit sur Juvisy et Savigny, remonte vers le Nord-ouest par Malabry et le bois de Clamart qu'il ronge déjà.

Refoulée, après Billancourt par le bois de Boulogne, la "vague" assiège le Mont-Valérien, déborde en Seine-et-Oise au-delà d'Argenteuil, couvre toute la presqu'île de la Seine jusqu'à l'Île-Saint-Denis. À l'Est, les au-delà de Drancy (8 Km), de Pavillons-sous-bois (10 Km) et de Villemomble (14 Km) sont également submergés. Champs, jardins maraîchers, forêts sont, tour à tour piétinés, morcelés, couverts de baraques disparates. La Seine et la Marne ont été franchies. La cohue roule plus loin, toujours plus loin. On peut s'en rendre compte par un coup d'oeil jeté sur notre carte.

Le lecteur devinera sans peine quels graves et difficiles problèmes ont été

brusquement soulevés par une invasion d'une soudaineté et d'une intensité effrayantes: problèmes du logement, problèmes des communications, problèmes administratifs, surtout problèmes d'ordre social, moral et religieux. Toute agglomération formée ainsi en désordre devient le théâtre de l'amoralité la plus complète. Les ménages se forment au hasard des rencontres. En certains points, des prêtres évaluent à 60 pour 100 le nombre des unions libres et des foyers irréguliers qu'ils ont trouvés à leur venue dans la région. Les mariages civils couvraient le reste, à quelques unités près. Les enfants, surtout, abandonnés tout le jour, grandissaient librement à l'école de tous les vices.

Laisserait-on ces masses énormes de « refoulés » s'entasser pêle-mêle sur le terrain conquis, sans méthode, sans prévision de l'avenir, au hasard des installations précaires? N'essayerait-on pas de les fixer au sol nouveau, de façon à poser les fondements de la cité ordonnée de demain? Ne leur assurerait-on pas les secours indispensables de l'hygiène matérielle et de l'hygiène morale? Abandonnée à elle-même, cette population aigrie et misérable constituerait là, autour de Paris, un danger redoutable. Et quelle force humaine pourrait arrêter, un jour, aux portes de la capitale, la ruée furieuse d'un million d'êtres amoraux, exaspérés par leur misère, hallucinés par la convoitise?

Il faut comprendre, en effet, tout le parti que peuvent tirer de pareilles conditions d'existence les semeurs d'idées subversives. Quand, le soir, les tramways ouvriers ont déversé dans ces villages indiens le flot des travailleurs que Paris dégorge; quand on a dévoré le repas froid apporté de la ville (car personne n'est resté au logis), il n'y a plus, pour les hommes, qu'une ressource: le bistro. Ni théâtre, ni ciné. On ne peut faire que de la politique. Et ce sont les longs stationnements dans les bouges où les comités tiennent leurs assises à

Abandonnée à elle-même, cette population aigrie et misérable constituerait là, autour de Paris, un danger redoutable

la lueur trouble du pétrole, dans la fumée des pipes. On palabre. On écoute les beaux parleurs. Toutes les fièvres, toutes les fureurs populaires s'agitent dans cette atmosphère lourde. Les visions du Paris luxueux qu'on a frôlé tout le jour hallucinent les imaginations.

L'envie mord les coeurs, ulcérés par ce retour forcé du confortable de la cité à la misère du taudis.

Ni théâtre, ni ciné.

On ne peut faire que de la politique.

Quelle puissance n'ont pas, sur de tels esprits, les évocations du « grand soir », habilement présentées par des étrangers qui en ont fait, disent-ils, chez eux, la brillante expérience. Et les colères grondent, dans l'attente de l'heure propice pour le grand assaut.

On se prend à frémir quand on songe à ce que serait, en effet, cette irruption menée, sur tous les points de la périphérie, par des hommes pour qui la France n'est rien. Que peuvent être aux yeux de repris de justice, d'indésirables, d'évadés du bagne, nos vies, nos monuments, nos musées, nos bibliothèques? Ces gens-là feraient flamber Notre-Dame de Paris et le Louvre avec la plus parfaite et sinistre incons-

On se prend à frémir quand on songe à ce que serait, en effet, cette irruption menée, sur tous les points de la périphérie, par des hommes pour qui la France n'est rien.

science. Or, il ne leur manque pour cela qu'une chose: s'organiser, à la faveur de la liberté dont ils jouissent, dans des repaires que la police est bien incapable de surveiller. Ne tiennent-ils pas déjà toutes les positions stratégiques? ■

1. Le christ dans la banlieue, Pierre Lhande, Plon 1927

Une forme hybride assumée pour un mouvement politique de type nouveau

Notre horizon est le dépassement de toutes les dominations, l'émancipation de tous par un mouvement général de ruptures avec les grandes aliénations historiques. Notre ambition va au-delà d'avancées partielles compensant la domination du Capital et de son avatar libéral et productiviste. C'est à cette aune qu'il faut aujourd'hui élaborer une stratégie durable pour la construction d'une alternative politique, sociale et écologique : cela ne se limite pas à la préparation d'une victoire de la gauche en 2012. Un tel mouvement devra s'appuyer sur les résistances, les alternatives partielles et autres brèches dans le système qui existent déjà dans la société.

Notre action s'inscrit dans le contexte d'une crise globale, incluant une crise de la représentation politique et de la démocratie parlementaire (cf. Badiou, Morin, Sève¹). Cela pose la question de la nature de notre politique d'émancipation : il s'agit d'élaborer comme jamais - théoriquement et pratiquement - une association fondamentale entre lutte pour l'égalité dans tous les champs de la vie sociale et révolution démocratique.

La gauche, en panne d'identité, de projet et de stratégie, n'affronte pas ces questions, et les partis de la gauche de transformation (NPA, PCF, PG) sont scotchés sur les formes traditionnelles de la délégation de pouvoir. Ils restent par exemple attachés à une répartition des rôles entre forces sociales (syndicats chargés d'animer les mouvements) et partis (bras politiques des mobilisations au sein des institutions) qui ne fonctionne plus depuis des lustres... Le PCF et le PG n'ont pas de véritable recul critique sur leur degré d'intégration au sein d'un système institutionnel dont ils sont pourtant en principe des opposants acharnés. Enfin, lorsque les composantes du Front de gauche envisagent d'associer les citoyens, c'est en créant une entité associative spécifique composée de ses « partisans », c'est-à-dire à partir d'une conception où les citoyens sont les soutiens d'un dispositif conçu en dehors d'eux (il s'agit d'être derrière un cartel de partis qui dirigent)².

Bien qu'ils soient chacun taraudés par ces questions, les partis n'envisagent pas le dépassement de la forme d'organisation du 20^{ème} siècle. Craignant de perdre leurs prérogatives, ils privilégient souvent leurs intérêts particuliers. Au mieux, chacun réussit à ouvrir sa culture initiale à telle ou telle thématique complémentaire (l'écologie pour le PG, les quartiers populaires pour le NPA...), mais ils sont très loin d'envisager un aggiornamento

idéologique global du combat pour l'émancipation.

Les uns et les autres demeurent rétifs au pluralisme (en leur sein et dans le cadre des dynamiques politiques qu'ils espèrent). Or, la nouvelle force politique de transformation sociale et écologique dont nous avons besoin devrait faire le choix du pluralisme, en rupture avec les pratiques du 20^{ème} siècle. On peut ajouter que contrairement à ce que croient les orthodoxes du PCF, constater que la forme-parti a bel et bien un problème fondamental avec les exigences démocratiques contemporaines n'est pas faire preuve d'anticommunisme mais proposer de construire un communisme moderne.

Cependant, il convient de ne négliger aucune possibilité d'avancées partielles vers nos objectifs : c'est le sens de notre interpellation du Front de gauche et du NPA, et de notre volonté de participer à des expériences de dynamiques politiques unitaires audacieuses. Nous pouvons nous appuyer sur le fait que les questions relatives à l'unité, au pluralisme et à la novation sont désormais au cœur des interrogations des militants (nous n'y sommes pas pour rien). L'enjeu n'est pas de réclamer de s'asseoir parmi les autres forces à la table des négociations mais de porter le fer là où l'ancien cadenas le nouveau : il s'agit de « substituer au primat de la politique institutionnelle celui de ce que j'appellerai la politique sociale - engagement au comptant de l'appropriation sociale par les salariés et citoyens associés », explique Lucien Sève.

Voilà, en quelques mots, les attendus d'une réflexion sur ce qui peut être utile dans cette période de décomposition (le vieux monde politique se meurt) - recomposition (une autre -forme de la - politique est possible et se cherche). Cela conduit à ce que beaucoup de communistes unitaires (sans

avoir sur ce sujet comme sur d'autres un point de vue homogène, et en ayant bien conscience des difficultés de concrétisation de ces options) portent l'idée que la FASE doit elle-même se concevoir comme un processus ouvert, transitoire, interpellant toute la gauche. C'est bien du côté d'une identité hybride assumée - métissage des cultures politiques (communiste, socialiste, libertaire, autogestionnaire, écologique...), dynamique associant des forces et des citoyens, rencontre entre forces sociales et politiques, liens différents avec les mouvements et ce qui bouge dans la société, relations nouvelles à tisser avec les intellectuels... - que nous pouvons envisager les prémisses de la fondation d'un mouvement politique de type nouveau.

Cela n'en suppose pas moins que la Fédération réalise les avancées esquissées lors de l'Assemblée générale de juin, pour se doter des méthodes démocratiques d'élaboration et de délibération, ainsi que des moyens d'une intervention publique plus large et plus riche qu'aujourd'hui. Des forces expérimentées comme les Alternatifs ont beaucoup à y apporter. Aujourd'hui, donc, fortifions la FASE : même si ses avancées récentes commencent à lui donner plus de force, nous sommes encore loin d'avoir libéré et mobilisé toutes ses potentialités. ■

Gilles ALFONSI*

"Partant du PCF", Gilles Alfonsi est l'un des animateurs des Communistes unitaires et participe à la FASE.

1. Lire : Alain Badiou dans *L'explication* (Lignes, mai 2010) ; Edgar Morin dans « Ce que serait 'ma' gauche », *Le Monde* du 22 mai 2010 ; Lucien Sève dans « Que faire maintenant ? Dix thèses non conformes d'un communiste sans carte », avril 2010 (accessible sur communistesunitaires.net).

2. Cette proposition issue de la rencontre des trois composantes du Front de gauche vient d'être recalée par le congrès d'étape du PCF.

UN BILAN MI-FIGUE, MI-RAISIN Assemblée générale extraordinaire du Réseau

Avec autour de 140 groupes représentés par environ 90 personnes présentes (sur 315 membres à jour de cotisation pour 879 groupes signataires de la Charte), la participation a été à peu près analogue à celle de l'Assemblée générale ordinaire de février 2010, dans une atmosphère encore assez tendue, mais correcte.

La journée du samedi, longue et laborieuse, s'est en bonne partie enlisée dans les conflits de personnes. Plusieurs tentatives de sortie « par le haut » qui auraient permis à la fois d'éviter de diaboliser

Stéphane Lhomme et de trop stigmatiser le CA provisoire (qui avait pris la responsabilité de son licenciement) ont été repoussées à quelques voix près. C'est un des éléments qui expliqueront, plus tard en soirée, l'approbation à une très courte majorité seulement (55 %) du rapport moral du CA pour les 4 mois écoulés*. Cette situation est révélatrice de la défiance d'une partie non négligeable des groupes à l'égard de l'actuel fonctionnement du Réseau. Il sera donc intéressant de voir dans les mois à venir les réactions des associations membres non présentes à l'AG.

CONTRIBUTION AU DEBAT

Le séminaire de mai des Alternatifs, seule phalange à creuser le dur et courageux sillon de la théorie autogestionnaire a débouché sur une problématique riche mais sur un compte-rendu qui semble un peu séparé des réalités politiques contemporaines. Sa discussion sur la double direction des entreprises autogérées, à la fois par le conseil des salariés et par un conseil d'orientation émanant des collectivités locales, si j'ai bien compris, me paraît une direction de recherche quelque peu chimérique. En l'absence d'une réforme autogestionnaire des municipalités fondée sur l'institutionnalisation souveraine des comités de quartiers (un élu pour deux cents citoyens), l'introduction inévitable des mandarins et de la bureaucratie municipale (départementale, régionales, etc.) dans les rouages économiques fait craindre le pire pour qui a pratiqué longuement (par exemple dans l'économie mixte) le laxisme et l'incompétence crasse générée par un tel type d'articulation. Tous les appendices économiques municipaux s'illustrent surtout par leur incapacité fréquente à produire efficacement quoi que ce soit d'utile. Ne faut-il pas s'en tenir à l'autonomie relative de la sphère économique plutôt qu'à l'improbable mélange des genres ? Sa spécificité, celle de la dynamique et du contrôle par le marché et, en amont, par le calcul économique peu à peu libéré des tricheries mercantiles, demeurera longtemps un impératif : les tares générées sous le capitalisme par ce système ne disparaîtront pas d'un seul coup par l'introduction d'une dose d'autogestion dans l'économie, il y aura de toute évidence double pouvoir comme en Catalogne en 1936, l'essentiel est de ne pas laisser dériver cette situation conflictuelle vers les issues catastrophiques ou du laxisme ou du stalinisme...

L'arbitre restera le pouvoir législatif, largement démocratisé qui aura le dernier mot et tranchera après débat dans l'opinion publique des principaux problèmes, y compris économiques, par la loi, après

larges débats dans l'opinion publique, pendant une période historique indéterminée. Les possibilités de régression seront inévitables. La lutte de masse tranchera. Ses choix seront appuyés sur l'activité de base des comités territoriaux et des conseils salariés de base au sein de l'économie. Comme sur l'économétrie de plus en plus précise et sur le lent basculement des besoins des masses sous l'effet de la pédagogie de médias démocratisés eux aussi, de l'avoir boulimique vers un être hédoniste, économe et écologiste. C'est pourquoi l'utilisation des comités d'entreprise et l'élargissement par la loi de leurs pouvoirs d'intervention dans l'entreprise demeure sans doute le mot d'ordre immédiat propre à mobiliser les masses contre les exactions profiteuses en ouvrant le chemin à la lutte pour d'autres changements vers les dépérissements et de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bureaucratique-capitaliste. On rejoint ici le débat alternatif sur la priorité à la description de la société autogestionnaire idéale versus à la définition de la période transitoire, les deux sont essentielles mais l'urgence commande de réfléchir à une transition acceptable par les Français (es) de 2010, l'expérience concrète des masses modifiera sans nul doute et peut être profondément les termes de la définition idéale, utopie provisoire mais cependant indispensable dans ses grands traits. L'autogestion à Barcelone en 1936, c'était l'audace théorique et pratique des anarchistes mais sur la base d'une victoire électorale de la gauche plurielle. Henri Lefebvre en définissant la réalisation de l'autogestion comme un long processus avait à la fois tort et raison : le moindre progrès initial de l'autogestion nécessite la rupture, l'appui d'un Etat de gauche reposant sur la conviction d'une majorité de citoyens, sinon la classe dominante bloquera le processus comme elle l'a fait pour LIP. Mieux vaut cesser d'être naïf. La génération spontanée des scops par contagion au sein d'un corpus

capitaliste jusqu'à occuper la majorité du tissu économique est une pure illusion. Par contre, nul ne sait comment la société autogestionnaire fonctionnera réellement demain, ce qu'elle fera des caractéristiques techniques maillées par le capitalisme. La gouvernance, ramenée à des valeurs d'usage réelles, a de beaux jours devant elle. Il y aura double pouvoir pour une très longue période et la lutte de classe décidera de la poursuite ou non de la transformation révolutionnaire et sous quelle forme. Autre chose, l'allocation universelle reste une inconnue de taille, peut-être une pure illusion, peu crédible dans l'opinion avec la crise économique en développement. Le danger de laxisme et d'impéritie est immense. Réalisons par l'autogestion le principe socialiste du à chacun selon son travail, le progrès serait déjà infini ! et on maintiendrait un très utile garde fou contre le laxisme, la régression économique et sociale où chacun guette l'échec de l'autogestion. A l'inverse, l'intervention miraculeuse d'une autorité de planification en cas de désaccord profond et prolongé oscille au pôle opposé vers l'illusion d'une fixation volontariste de chacune des productions de biens de consommation par une autorité centralisée (qu'on rejette par ailleurs !) et qui ressemble trop au Gosplan soviétique, plutôt que d'en laisser le soin au marché encadré d'en haut et régulé d'en bas!

L'autogestion, l'intervention des masses de la base au sommet, ne sauraient se passer de la rationalité, de l'expertise, de la sélection d'élites au travers d'une délégation de pouvoir irriguée d'informations objectives, dûment contrôlées, vigoureusement encadrées (DSK, Lang, Rocard, etc. devraient être depuis longtemps exclus du PS !), et en amincissement permanent. Et inversement. ■

Jean-Pierre LEFEBVRE

«Sortir du nucléaire» — Lyon, 19-20 juin 2010

Cela dépendra en grande partie de la capacité du nouveau CA à faire évoluer le RSDN en lien avec la commission de restructuration nouvellement créée. Dans cette optique, deux éléments positifs sont apparus au cours de la matinée du dimanche :

- l'ouverture à de nouvelles candidatures au CA au cours de l'AG, et donc l'entrée au CA de quelques représentants de groupes ayant voté contre le rapport moral ;
- la proposition et le vote, quoique tardif, au cours de la toute dernière demi-heure, d'une résolution d'orientation de camarades tarnais soutenue par les Alternatifs

81 (très similaire à celle parue dans le n° 307 de Rouge & Vert), ce qui a permis de donner in extremis au moins une feuille de route jusqu'à la prochaine AG, début 2011.

En conclusion, les prochains mois devraient être décisifs pour l'avenir du Réseau : Réussira-t-il sa restructuration ? Sera-t-il en mesure de convaincre les groupes qui sont en défiance de son aptitude à fédérer vraiment dans le respect de chacun ? Parviendra-t-il en fin d'année 2010 à un équilibre financier ? Pourra-t-il servir de cadre privilégié au renforcement et au nécessaire renouveau de la lutte antinucléaire ?

Cela dépendra aussi en partie d'une éventuelle action prudhomme engagée par Stéphane Lhomme et d'autres actions en justice potentielles, liées aux contestations restant possibles du déroulement de l'AG précédente ainsi qu'à la plainte pour usurpation d'un fichier d'adresse. Cette plainte semble avoir été retirée par le CA du Réseau il y a quelques jours, mais n'en reste pas moins désormais entre les mains du parquet. ■

Roland MÉRIEUX

* Les Alternatifs ont voté contre ce rapport moral.



**6^{ème}
Forum
Social
Européen**

Du 1er au 4 Juillet

**2010
İSTANBUL**

AVRUPA SOSYAL FORUMU
FORUMA CIVAKI YA EWROPAYE
EUROPEAN SOCIAL FORUM
FORUM SOCIAL EUROPEEN
DAS EUROPAISCHE SOZIALE FORUM

Pour la paix
Face à la crise sociale et économique
Contre les politiques d'austérité
Pour la disparition des inégalités et
de la pauvreté
Pour le respect intransigeant
de l'environnement

**C'est à Istanbul, au carrefour
entre Orient et Occident, que
les mouvements sociaux se
rencontrent pour débattre,
prendre des initiatives,
coordonner des actions et
développer des alternatives.**

**Une autre Europe
est nécessaire !**

CIFS (Comité d'Initiative pour les Forums Sociaux)

